Quatre membres de la chambre provisoire de cassation instituée à Alger dont le plus ancien remplit les fonctions de président;

Un avocat général près la même chambre;

Ces magistrats sont désignés par le président et le procureur général près la chambre provisoire de cassation.

ART. 7. — Le commissaire aux colonies et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 octobre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire à la justice,
François DE MENTHON.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

N° 674 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

4 décembre 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 13 octobre 1943 fixant la situation des fonctionnaires et agents civils appartenant aux cadres métropolitains repliés ou réfugiés dans les territoires dépendant du Comité français de la Libération nationale.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires, magistrats et agents civils appartenant aux cadres métropolitains (dénommés ci-après sous l'appellation générale de fonctionnaires) repliés ou réfugiés dans un territoire dépendant du Comité français de la Libération nationale, doivent solliciter leur incorporation dans les services du Comité français de la Libération nationale, ou des administrations des territoires placés sous son autorité, dans le délai de deux mois à compter de la date de promulgation du présent décret ou de leur arrivée sur un de ces territoires.

Les fonctionnaires qui, sauf cas de force majeure, n'auront pas effectué cette demande, seront, à compter de l'expiration du délai fixé ci-dessus, considérés comme placés en disponibilité sans traitement jusqu'à la date où ils obtiendraient, le cas échéant, leur réintégration.

Les fonctionnaires déjà incorporés en fait dans les administrations des territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale ou dans les services de celui-ci sont, le cas échéant, soumis pour régularisation de leur situation aux dispositions des articles 3 et suivants du présent décret.

ART. 2. — Les demandes d'incorporation doivent être présentées au commissaire de qui relève l'administration à laquelle appartiennent les intéressés, accompagnées de toutes justifications de nature à établir l'identité et la position administrative des requérants ainsi que de tous les éléments d'appréciation nécessaire notamment du point de vue national.

Les demandes seront soumises à l'examen d'une commission composée du commissaire à la justice, du commissaire à l'intérieur et du commissaire aux finances.

ART. 3. — L'incorporation est prononcée sur avis favorable de la commission visée à l'article précédent par le commissaire de qui relève l'administration à laquelle appartient le pétitionnaire. Elle est effectuée à titre provisoire et sera révisée lors du rétablissement des relations avec la métropole.

Elle est faite en rétablissant ses droits aux traitements, solde et indemnités afférents à son grade et à sa classe, à l'exclusion de toutes les indemnités qui, ayant le caractère d'un remboursement de dépenses et non d'un supplément de traitement, échappent à ce titre à la perception de l'impôt sur les traitements et salaires.

Les sommes versées à titre de rappel aux fonctionnaires incorporés dans les conditions qui précèdent sont calculées à compter du jour où ceux-ci ont cessé de percevoir leurs émoluments dans leur cadre d'origine. Elles sont diminuées, le cas échéant du montant des rémunérations publiques ou privées qu'ils auront perçues pendant la durée d'éloignement du service, et ce, à un titre quelconque.

Elles sont limitées, sauf autorisation spéciale du commissaire aux finances, sur avis conforme du commissaire compétent, à la quotité non déléguable du traitement et de ces accessoires.

ART. 4. — A défaut de documents probants, l'administration est en droit d'exiger une déclaration sur l'honneur de la date à laquelle la rémunération des fonctionnaires a cessé de leur être versée dans la Métropole. Elle peut de même exiger une déclaration sur l'honneur pour la détermination des sommes perçues pendant la période d'éloignement du service et notamment des rémunérations privées.

Toutes fausses déclarations fournies par les intéressés, exposent leurs auteurs à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'à la révocation, sans préjudice des poursuites judiciaires en cas de manœuvres frauduleuses et à des sanctions pécuniaires comportant la répétition des sommes indûment perçues.

ART. 5. — Les fonctionnaires qui ne se trouvaient pas en activité de service par suite de démission, de mise en disponibilité ou de congé sans solde avant d'avoir rejoint un territoire relevant du Comité français de la Libération nationale et qui se sont mis à la disposition du dit Comité, pourront recevoir, s'ils sont incorporés, une allocation calculée sur la base des émoluments correspondants à leur dernière situation administrative, dans les conditions fixées à l'article 3, alinéa 2.

Cette allocation sera accordée pour le délai écoulé entre la date à laquelle ils ont quitté le territoire métropolitain et la date de leur incorporation, sans toutefois que la dite allocation puisse excéder trois mois de traitement; elle s'imputera, le cas échéant, sur le montant des rappels de traitements ou des

indemnités à accorder en vertu des textes en vigueur ou des dispositions nouvelles qui pourraient être prises en leur faveur.

ART. 6. — Le fonctionnaire incorporé reçoit du commissaire dont il relève une affectation qui tient compte de sa situation antérieure, sous réserve des nécessités de l'effort de guerre et de l'intérêt du service. En cas de refus du poste auquel l'intéressé est affecté, la mise en disponibilité d'office, sans traitement, peut être prononcée.

ART. 7. — Dans leur nouvelle affectation, les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} reçoivent une rémunération calculée dans les conditions suivantes :

a) *Pour les fonctionnaires incorporés dans les services du Comité français de la Libération nationale :*

La rémunération est déterminée en fonction du statut général du personnel du Comité français de la Libération nationale, sans que cette rémunération puisse être inférieure au traitement de base des intéressés défini à l'article 3 ci-dessus, majoré des indemnités de toute nature dont bénéficie le personnel du Comité français de la Libération nationale.

b) *Pour les fonctionnaires incorporés dans les cadres de l'administration des territoires placés sous l'autorité du Comité français de la Libération nationale :*

La rémunération de ces fonctionnaires comprend le traitement de base majoré des indemnités de toute nature dont bénéficient les fonctionnaires de même grade et classe en service dans le territoire considéré.

Les rémunérations visées ci-dessus sont exclusives de tout autre avantage et notamment des indemnités attachées à la qualité de replié, que les agents en cause soient repliés à titre individuel ou appartiennent à un service replié.

Le service des indemnités attachées à la qualité de replié cessera à la date du 1^{er} octobre 1943.

Les émoluments des fonctionnaires visés à l'article 1^{er} et dont la famille directe (telle que l'a déterminée le code civil au regard des obligations alimentaires) réside dans la Métropole seront l'objet de la retenue pour délégation d'office prévue par l'ordonnance du 26 janvier 1943 du commandant en chef français civil et militaire sauf dérogation spéciale du commissaire aux finances sur la proposition du commissaire compétent.

ART. 8. — Les fonctionnaires actuellement présents sous les drapeaux sont, sur leur demande, incorporés dans les conditions prévues par le présent décret, sans que le délai de 2 mois fixé à l'article 1^{er} leur soit opposable. Ils sont, à dater de leur mobilisation, régis par les règles applicables aux fonctionnaires mobilisés.

ART. 9. — Le commissaire aux finances, le commissaire à la coordination aux affaires musulmanes, le commissaire à la justice, le commissaire à la défense nationale, le commissaire aux affaires étrangères, le commissaire à l'intérieur, le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction, le commissaire à la production et au commerce, le commissaire aux communications et à la marine marchande, le commissaire aux colonies, le commissaire à l'éducation nationale et à la santé publique, le commissaire au

travail et à la prévoyance sociale, le commissaire à l'information sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 13 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le commissaire aux finances,

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à la coordination
des affaires musulmanes,*

CATROUX.

Le commissaire à la justice,

François de MENTHON.

Le commissaire à la défense nationale,

LEGENTILHOMME.

Le commissaire aux affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le commissaire à l'intérieur,

A. PHILIP.

*Le commissaire à l'armement, à l'approvisionnement
et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

Le commissaire à la production et au commerce,

André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications
et à la marine marchande,*

René MAYER.

Le commissaire aux colonies,

R. PLEVEN.

*Le commissaire à l'éducation nationale
et à la santé publique,*

J. ABADIE.

Le commissaire au travail et à la prévoyance sociale,

A. TIXIER.

Le commissaire à l'information,

H. BONNET.

N^o 675 Cab. — Par arrêté de l'administrateur en chef des colonies, chargé des affaires courantes, en date du :

4 décembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 21 octobre 1943 relative à la défense des individus poursuivis pour atteinte à la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat;

2^o — le décret du 22 octobre 1943 portant à 3.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements à la charge des colonies, des communes et des établissements publics;

3^o — l'ordonnance du 26 octobre 1943 annulant l'ordonnance du 19 février 1943 et abrogeant l'ordonnance du 11 août 1943, relatives à l'exercice de certains recours en grâce.